

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 janvier 2010

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES DE GROUPES - (n° 2237)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 30

présenté par  
M. Pupponi, Mme Batho  
et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

-----  
**ARTICLE 3 BIS**

Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« Il veille à la constitution, au sein des contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance créés en application de l'article L. 2211-5 du code général des collectivités territoriales, de groupes opérationnels de lutte contre les violences urbaines et les phénomènes de bandes. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le phénomène de bandes constitue un problème récurrent qui se développe depuis de nombreuses années sur le territoire national et principalement dans les villes d'habitat social, bien qu'il ait tendance maintenant à se déplacer sur l'ensemble des zones urbaines de notre pays.

Dans les communes touchées depuis presque 20 ans par ces phénomènes, des acteurs locaux ont depuis longtemps réagi afin de tenter d'y mettre un terme et lorsqu'ils entraînaient des événements graves, de permettre l'interpellation en vue de la condamnation, de ceux qui ont commis des actes délictueux.

Forts de ces expériences souvent couronnées de succès, les élus proposent de généraliser et de légaliser les dispositifs qui ont fait preuve de leur efficacité, dans l'Ile de France, sous la direction du préfet de police.

Parmi eux, la mesure la plus efficace est la création d'un groupe opérationnel restreint composé principalement des acteurs en charge de ce dossier, à savoir, le Préfet, le Procureur, le Commissaire et le Maire, qui se réunit régulièrement afin de suivre l'évolution des bandes sur le territoire et mettre en œuvre les actions visant à faire cesser leurs agissements.

En cas de crise, c'est-à-dire principalement de bagarres ou règlements de compte entre bandes rivales, ce groupe opérationnel est le seul à même d'analyser rapidement la situation. Compte tenu de sa connaissance du terrain, il peut mettre en œuvre sans tarder les mesures de nature à éviter tout nouveau débordement en permettant des interpellations si nécessaire.

C'est pourquoi cet amendement propose au Préfet de police et aux préfets de département, d'inciter les communes, notamment les communes de la région parisienne, à créer ce groupe opérationnel restreint.